



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

14/04/2020

## **Covid19 : Gouvernement et patronat responsables et coupables**

### **de la contamination dans les entreprises.**

#### **La lutte des salariés monte.**

Alors que le Covid-19 a déjà fait plus de 130 000 morts dans le monde et plus de 17 000 en France, alors que la crise est loin de se refermer, le patronat presse à la reprise immédiate de la production pour sauver au plus vite ses profits. Macron a annoncé lundi soir, le prolongement du confinement pour un mois supplémentaire, mais celui-ci ne concerne pas les milliers de travailleurs dont les usines ont d'ores et déjà repris la production. La réouverture des écoles vise en réalité, d'abord à répondre à la nécessité de libérer les parents afin de les renvoyer au travail.

Roux de Bezieux Président du MEDEF déclarait la semaine dernière : « la reprise c'est maintenant ». Philippe Darmayan, président de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), demande à ce que « *le gouvernement accélère et facilite la reprise du travail* ». Il prétexte la question de la concurrence, notamment avec la Chine : « *Mon inquiétude est que la Chine est repartie alors que la France est arrêtée.* L'offensive patronale s'accélère pour faire reprendre le travail coûte que coûte. Elle est appuyée par une partie des directions syndicales, notamment la CFDT qui signe de manière criminelle des accords de reprises demandant des « efforts » aux salariés dans chaque entreprise.

Un bras de fer entre le capital et les travailleurs est engagé secteur par secteur, contre ce passage en force que tentent les dirigeants patronaux.

Les réponses des travailleurs sont nettes, dans des centaines d'usines **des grèves ont lieux pour exiger des mesures sanitaires** comme à **Allard Emballages**. *La tension monte* aux **Chantiers de l'Atlantique**, où la CGT a demandé la fermeture temporaire, chez **La Redoute** chez **Valéo** encore sur le site de **Belfort d'Alstom**.

Pour le délégué syndical central d'Alstom : « *Les reprises sont criminelles, dans une usine les contagions potentielles sont difficiles à éviter* »... « *la seule mesure sanitaire pour la santé des salariés, c'est le confinement, donc l'arrêt* »

A l'usine **Toyota d'Onnaing**, la réouverture était prévue pour le 21 avril. Le syndical CGT, dénonce le mensonge de la direction : « *ce n'est pas vrai que 35 000 clients attendent les voitures. Le parking des expéditions est blindé* », il ajoute que : « *On plante un couteau dans le dos des soignants qui mettent en jeu leur vie pour en sauver d'autres. Les profits passent avant la santé.* »

**Dans l'aéronautique** à Roissy Charles de Gaulle, un intérimaire est décédé chez Fedex. La CGT Intérim a déclenché un droit d'alerte dans plusieurs entreprises de travail temporaire actives sur le site, afin d'imposer une enquête et des mesures de protection pouvant conduire à la fermeture du lieu de travail.

**Chez Daher** (aéronautique) 3000 salariés licenciés sur les 10 000. La CFDT adopte ce plan, mettant en avant la perte de 400 millions d'euros sur les 1,3 milliards de chiffre d'affaire. Ce syndicat avait déjà soutenu en 2019, la suppression de 250 postes.

**Toujours dans le secteur aéronautique**, une centaine de cas sont avérés parmi *les salariés de la piste qui montent sans protection dans les avions*, plusieurs d'entre eux sont hospitalisés et sous respirateurs, les syndicats de chez **Air France**, dénoncent une absence d'informations en commission santé, sécurité et conditions de travail. Le géant **AirBus** agite le spectre de la faillite, sa logique c'est de chercher à gagner des parts de marché sur Boeing.

**La Poste** au 26 mars les syndicats avancent le chiffre de 129 cas avérés et 500 suspicions, un pic de contagion chez Chronopost avec 39 personnes malades du coronavirus. Aux guichets : 167 cas et 311 agents placés à l'isolement. Ambiance particulièrement tendue à La Poste, en l'absence de protections et d'informations, les droits de retrait se sont multipliés, particulièrement à la distribution du courrier.

**À la SNCF**, 402 agents SNCF ont été contaminés et 1402 autres sont suspectés de l'être. « *Le secteur des transports est un vecteur de transmission évident de l'épidémie* », avance un syndicaliste cheminot pour expliquer le nombre relativement important de contaminations dans l'entreprise. Les mesures de protection ont été minimales.

**A la RATP** « *on est pas dans le respect du droit de retrait* », réagissait début mars la ministre du Travail face aux travailleurs refusant de prendre leur service sans mesures de protection. De source syndicale, 70 agents seraient malades du coronavirus, deux dans un état sérieux et un décédé...

**Dans le commerce**, 500 contaminés la semaine dernière, un millier cette semaine. « *Nos collègues étaient en première ligne sans protection au moment où Macron s'est prononcé pour le confinement*. **Chez Carrefour**, le nombre de contaminés dépasserait les 200. Selon la CGT Commerce chez Carrefour Saint-Denis un délégué CGT a succombé du coronavirus. L'union départementale CGT du 93 est intervenue pour obtenir la fermeture du supermarché. Un responsable sécurité est décédé au centre commercial d'O'Parinor à Aulnay-sous-Bois. Les salariés du **Carrefour de Vitrolles** ont fait valoir leur droit de retrait en apprenant que deux de leurs collègues étaient positifs au coronavirus. Les salariés de l'entrepôt logistique de **Carrefour à Ploufragan** dans les Côtes-d'Armor ont protesté contre le refus de leur direction de leur distribuer des masques, Carrefour les menace de retenues sur salaires et de sanctions. Le syndicat a décidé de porter plainte contre l'enseigne et contre Muriel Pénicaud pour mise en danger de la vie d'autrui et non-assistance à personne en danger.

**La CGT du commerce et des services a appelé les personnels du secteur à se mettre en grève à partir de ce mercredi.**

**Michelin**, après avoir déjà rouvert partiellement les usines de Clermont-Ferrand et de Troyes. Michelin accélère la réouverture de tous ses autres sites d'ici la fin du mois. A Cholet dans le Maine-et-Loire, où pas moins de 300 salariés sont appelés à revenir travailler dès ce mardi 14 avril. Les syndicats du site dénoncent « *l'incohérence totale* » de la situation où des centaines de personnes se retrouvent exposées au virus alors que la pandémie bat son plein. La direction de Michelin La direction contrainte d'assurer la commande de 500 000 masques et de gel hydro-alcoolique pour tout le personnel, ainsi que la mise en place d'un pseudo dispositif sanitaire avec la prise de température des employés a donc détourné des milliers de masques pour sa production et ses profits. Le gouvernement laisse bénéficier au secteur privé plus de 13 fournisseurs de masques, contre seulement 4 pour le secteur public a révélé Médiapart. En clair, les masques de protection sont prioritairement pour la production des entreprises pas pour les soignants luttant contre la pandémie.

**Chez PSA** un accord a d'ores et déjà été signé entre la direction et 4 organisations syndicales accompagnant la soif de profit sur le dos des 60 000 ouvriers concernés par l'accord ! La CGT a refusé de signer

**Services publics** : Olivier Dussopt, ministre de la Fonction publique, Muriel Pénicaud ministre du Travail, et Emmanuel Macron reprochent à la CGT le dépôt d'un préavis de grève, couvrant l'ensemble du mois d'avril, par sa fédération des services publics. Un préavis laissé à disposition des salariés pour leur permettre de réagir et d'agir face à des situations de non-protection.

**Amazon** : 300 personnes se sont mises en grève le 18 mars sur le site de Saran au sud d'Orléans pour réclamer sa fermeture vu les conditions scandaleuses de travail qui y règnent, mouvements de contestation aussi dans les Hauts-de-France.

**Dans le secteur du bâtiment**, c'est autour d'un « *de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction-Covid-19* », que les patrons du BTP cherchent à trouver des accords de reprises. Ce guide a été élaboré par les organisations patronales, validé par les ministères de la Santé et du

Travail... et la CFDT , les autres syndicats s'y sont opposés et demandent aux salariés soit « *de rester chez eux* » soit « *d'utiliser leur droit de retrait en l'absence d'équipements de protection individuel ou dans l'impossibilité d'exécuter les gestes barrières, où s'ils se sentent en danger !* ».

**Dans l'automobile, l'aéronautique, le secteur de la métallurgie**, regroupent les plus grands groupes industriels et des accords sont en cours de signature partout... chez **Thales** les syndicats dénoncent clairement que « *les plans de continuité des activités se sont transformés en plan de reprise progressive des activités avant même que le gouvernement évoque la fin du confinement* ». Et partout, ces plans contiennent de lourdes attaques contre les travailleurs. **Chez Stélia** à Méaulte, un sous-traitant d'Airbus qui fabrique des éléments d'avion .... le secrétaire général de la CGT a dénoncé dans un tract « **l'esclavage moderne** » déclenchant des réactions hostiles de la part des autres organisations syndicales qui *ont signé* un accord avec le patronat qui permet d'imposer aux salariés 10 jours de congés ou repos compensateur pour avril, la CGT a refusé cet accord et réclame un chômage partiel à 100%. 150 postes d'intérimaires ont été supprimés.

Partout, les salariés, contraints de continuer leur travail, mettent en cause le manque de protection. La responsabilité des employeurs est criante, celle du gouvernement est majeure. L'exécutif fait tout pour dissuader les salariés d'user de leur droit de retrait.

On reconnaît bien là ce patronat meurtrier qui n'a en vue que ses profits et appelle à un déconfinement hâtif. Le gouvernement, au ordre, offre des milliards aux patrons et sacrifient les travailleurs.

L'épidémie sévit toujours avec force et les travailleurs sont au cœur. Le patronat et le gouvernement préparent de nouvelles attaques: augmentation du temps de travail, réduction des congés, des jours fériés. Elles ne sont que les premières contre les travailleurs et le code du travail.

L'affrontement entre capital et les travailleurs est toujours là, il ne faut jamais l'oublier.

Le patronat voudrait faire payer la crise aux salariés, mais la riposte se prépare, du côté des soignants, des travailleurs, la grogne monte depuis des semaines. Le Covid-19 est arrivé dans un moment important de la lutte des classes, manif, grèves contre la réforme des retraites, contre ceux qui ont détruit le service public. La lutte est plus que jamais d'actualité.

Les travailleurs, la jeunesse, le peuple, devront continuer à lutter de plus en plus fort, tous ensemble, contre l'exploitation capitaliste, pour stopper la politique de régression sociale du pouvoir. Il faut aussi débattre, sur cette société dominée par les multinationales capitalistes et le pouvoir qu'elles mettent en place, débattre de la nécessité de combattre le capitalisme, de mener la lutte pour le changement de société.